



ÉDITORIAL

Cuba: silence, on étouffe un peuple

PAR CÉDRIC CLÉRIN, RÉDACTEUR EN CHEF DE « L'HUMANITÉ MAGAZINE »

Depuis près de soixante-cinq ans, Cuba vit sous blocus. Un lent processus d'étranglement. Depuis des décennies, les États-Unis organisent méthodiquement l'asphyxie d'un peuple entier – au nom de la liberté, bien sûr. L'empire a toujours su maquiller de nobles intentions ses politiques les plus brutales.

Le retour de Trump à la Maison-Blanche a encore durci cette politique inique qui prévaut depuis Kennedy : en dépit du sens commun, Cuba a été replacée sur la liste américaine des États soutenant le terrorisme, avec son cortège de sanctions bancaires, d'interdictions de commerce, de menaces pour les entreprises étrangères et de blocages d'approvisionnement en chaîne. Washington ne se contente pas de décider ce que les États-Unis peuvent faire avec Cuba : il prétend dicter au monde entier ce qu'il a le droit d'y faire.

Avec le dernier épisode de cette fuite en avant, Trump n'hésite plus à ajouter le grotesque à l'infâme en accusant La Havane de s'être dotée de plus de 300 drones militaires russes et iraniens prêts à fondre sur les États-Unis. S'il croyait au droit international, nul doute qu'il saisirait l'ONU en prévention d'une invasion cubaine ! Mais son utilisation du droit est tout autre : son administration orchestre désormais l'inculpation, par la justice américaine, de l'ex-président cubain Raul Castro, dans une affaire vieille de trente ans. Une manière de préparer un dossier judiciaire pour un enlèvement, comme le président vénézuélien Nicolas Maduro en janvier dernier, ou pire, une intervention militaire d'ampleur ?

En tout cas, pour les Cubains, la pression est maximale. Le quotidien devient invivable entre pénuries et coupures de courant quasi permanentes. Les files s'allongent, les privations et la débrouille se généralisent, c'est la survie qui prime. Ces affres servent à la fois d'argument contre le socialisme cubain et de moyen de chantage : Washington offre son aide en échange d'une capitulation politique. Les États-Unis prétendent défendre les droits humains tout en punissant des millions de Cubains. Ils

parlent de démocratie, mais refusent depuis six décennies à une nation le droit de choisir son chemin hors de la tutelle de Washington. Pour l'empire, la liberté des Cubains n'est acceptable qu'à condition de commencer par l'obéissance.

Car le crime véritable de Cuba n'a évidemment jamais été de menacer les États-Unis. Le crime de Cuba est ailleurs : refuser obstinément, à quelques kilomètres de la Floride, de rentrer dans le rang et de se soumettre à l'impérialisme américain. D'affirmer qu'un pays du Sud peut revendiquer sa souveraineté. D'avoir survécu, malgré tout, à l'ordre que Washington prétend imposer à son « hémisphère ». Et, pire que tout, de proposer depuis soixante-cinq ans un autre modèle de société que le triomphe de la loi du marché, de l'exploitation et de l'argent roi. Cette voie communiste, cette alternative vivante et l'exemple qu'elle pourrait encore représenter pour d'autres peuples sont insupportables pour Trump et sa clique.

Certes, à l'ONU, année après année, l'immense majorité des États condamne le blocus. Mais, en Europe, comme souvent, on déplore sans agir. On invoque le droit international quand il arrange, on l'oublie quand il faudrait s'opposer à Washington. Certes, par les temps qui courent, pour d'autres peuples, les mots sont rares, les condamnations difficiles. Mais, pour Cuba, c'est le silence qui prévaut. Pourtant, le blocus contre l'île est bien une honte. Son durcissement par Trump est un crime contre le peuple cubain et devrait être dénoncé comme tel. Un monde qui accepte qu'on affame un peuple pour le faire plier n'est pas un monde libre. C'est un monde soumis à la loi du plus fort. Contre cette loi-là, il est temps de relever collectivement la tête. ●

Le durcissement du blocus est un crime et devrait être dénoncé comme tel. Un monde qui accepte qu'on affame un peuple pour le faire plier n'est pas un monde libre.